

Rapport de Repérage Amiante Avant Travaux

Numéro de dossier : DO-2024-07-15046

Date du repérage : 09/07/2024

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	La mission est effectuée en application de l'article L4412-2 du Code du Travail, décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 de Aout 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : HIHL Site de BELLAC Bâtiment 2 - Service de radiologie 4 Avenue Charles de Gaulle Code postal, ville : 87300 BELLAC
Périmètre de repérage : Les sols murs et plafond des pièces visité.
Type de logement : Hôpital
Fonction principale du bâtiment : Etablissements sanitaires : Hôpitaux et cliniques
Date de construction : < 1997

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... Hôpital Intercommunal du haut limousin Adresse : 4 Avenue Charles de Gaulle 87300 BELLAC
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ... Hôpital Intercommunal du haut limousin Adresse : 4 Avenue Charles de Gaulle 87300 BELLAC

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	CALVET Nicolas	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 16/04/2020 Échéance : 17/04/2027 N° de certification : CPDI3413

Raison sociale de l'entreprise : **AB DIAG EXPERT** (Numéro SIRET : **818 537 656 00022**)

Adresse : **61 ALLEE DE FAUGERAS, 87100 LIMOGES**

Désignation de la compagnie d'assurance : **MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL**

Numéro de police et date de validité : **ARP0317 / 31/12/2023**

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 16/07/2024, remis au propriétaire le 16/07/2024

Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 17 pages

Sommaire

1 Les conclusions

2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses

3 La mission de repérage

- 3.1 L'objet de la mission
- 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.6 Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage

4 Conditions de réalisation du repérage

- 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
- 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
- 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
- 4.4 Plan et procédures de prélèvements

5 Résultats détaillés du repérage

- 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante
- 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
- 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 5.4 Récapitulatif zone par zone (ZPSO)

6 Signatures

7 Annexes

1. – Les conclusions

1.1 « Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante ».

- des matériaux et produits ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :

Lino + colle + ragréage (Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2)

Enduit + peinture mur (Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2)

Bandes calicot + peinture mur (Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2)

Panneaux et plaques (Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2)

Enduit + peinture plafond (Chambre claire)

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

1.3. Obligation de communication du rapport de repérage :

Le présent rapport est à communiquer à toute personne physique ou morale amenée à concevoir, organiser ou exécuter des travaux dans l'immeuble bâti.

Il est rappelé en outre les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 16/07/2019 :

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «Dossier amiante – parties privatives» (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du «dossier technique 18 juillet 2019 JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Texte 34 sur 169 amiante» (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ... Eurofins

Adresse : 4 Chemin des Maures 33172 GRADIGNAN

Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-5840

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

La mission est effectuée en application de l'article L4412-2 du Code du Travail, décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par L'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019. Liste non-exhaustive des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante à repérer.

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
	Fenêtres de toit, lanternaux, verrières
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
	Éléments associés aux façades
3 - Parois verticales intérieures	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
4 - Plafonds et faux plafonds	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Poutres et charpentes
	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
	Suspentes et contrevents
5 - Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures
7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	Portes et cloisons palières
	parois des équipements
	Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes
	Convecteurs et radiateurs électriques
	fusibles à broche
	canalisations électriques préfabriquées
	Coffres-forts
	Portes de placard, baignoires et éviers métalliques
	Jardinières, bac à sable incendie
9 - Fondations et soubassements	Étanchéité des murs enterrés
	Parois verticales et horizontales enterrées
	Conduits et fourreaux
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Conduits, Siphons
	Voiries
	Espaces sportifs
	Aménagements extérieurs

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Périmètre de repérage défini par l'opérateur de repérage

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Descriptif des travaux :

Les sols murs et plafond des pièces visité.

Descriptif des pièces visitées

Salle de repos,

Local technique,

Salle d'attente brancard,

Local ménage,

Accueil,

Salle d'attente patients,

Chambre claire,

Bureau,

SAS Entrée,

WC 1,

WC 2

Observations :

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 02/07/2024

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 09/07/2024

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Agent HIHL

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision de Aout 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.






5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux ou produits prélevés contenant de l'amiante

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Identification	Localisation des prélèvements et ou sondages	Description	Conclusion (justification)	Photo
Néant				

5.2 Listes des matériaux et produits prélevés ne contenant pas d'amiante après analyse

Identification	Localisation des prélèvements	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO -001	Salle de repos	<u>Identifiant:</u> ZPSO -001 <u>Réf. échantillon:</u> PR001 <u>Réf. laboratoire:</u> 24K023047-001 <u>Description:</u> Lino + colle + ragréage <u>Composant de la construction:</u> 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols <u>Partie à sonder:</u> Lino + colle + ragréage <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO -002	Salle de repos	<u>Identifiant:</u> ZPSO -002 <u>Réf. échantillon:</u> PR002 <u>Réf. laboratoire:</u> 24K023047-002 <u>Description:</u> Enduit + peinture mur <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Enduit + peinture mur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO -003	Salle de repos	<u>Identifiant:</u> ZPSO -003 <u>Réf. échantillon:</u> PR003 <u>Réf. laboratoire:</u> 24K023047-003 <u>Description:</u> Bandes calicot + peinture mur <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) <u>Partie à sonder:</u> Bandes calicot + peinture mur <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO -004	Salle de repos	<u>Identifiant:</u> ZPSO -004 <u>Réf. échantillon:</u> PR004 <u>Réf. laboratoire:</u> 24K023047-004 <u>Description:</u> Panneaux et plaques <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds <u>Partie à sonder:</u> Panneaux et plaques <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO -005	Chambre claire	<u>Identifiant:</u> ZPSO -005 <u>Réf. échantillon:</u> PR005 <u>Réf. laboratoire:</u> 24K023047-005 <u>Description:</u> Enduit + peinture plafond <u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds <u>Partie à sonder:</u> Enduit + peinture plafond <u>Justificatif:</u> Après analyse en laboratoire	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.4 Récapitulatif zone par zone (ZPSO)


Zone	Identifiant + Description	Conclusion (justification)
ZPSO -001	<u>Localisation</u> : Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2 <u>Echantillons</u> : PR001 <u>Description</u> : Lino + colle + ragréage	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
ZPSO -002	<u>Localisation</u> : Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2 <u>Echantillons</u> : PR002 <u>Description</u> : Enduit + peinture mur	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
ZPSO -003	<u>Localisation</u> : Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2 <u>Echantillons</u> : PR003 <u>Description</u> : Bandes calicot + peinture mur	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
ZPSO -004	<u>Localisation</u> : Salle de repos; Local technique; Salle d'attente brancard; Local ménage; Accueil; Salle d'attente patients; Chambre claire; Bureau; SAS Entrée; WC 1; WC 2 <u>Echantillons</u> : PR004 <u>Description</u> : Panneaux et plaques	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
ZPSO -005	<u>Localisation</u> : Chambre claire <u>Echantillons</u> : PR005 <u>Description</u> : Enduit + peinture plafond	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE** (détail sur www.info-certif.fr)

Fait à **LIMOGES**, le **16/07/2024**

Par : **CALVET Nicolas**



Signature du représentant :

--

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° DO-2024-07-15046

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes**7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Rapports d'essais****7.3 Recommandations générales de sécurité****7.4 Documents annexés au présent rapport**

7.1 - Annexe - Schéma de repérage

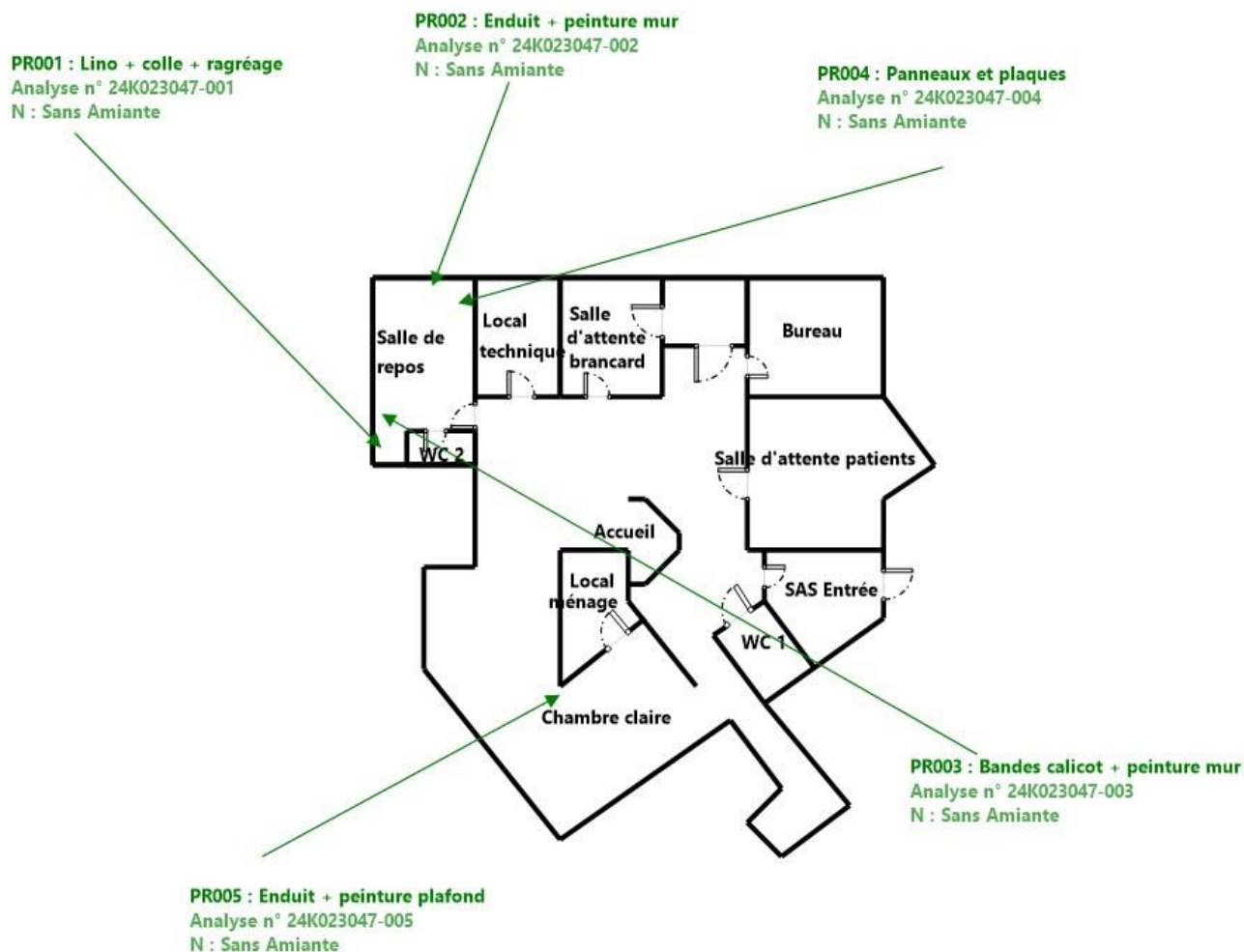


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : AB DIAG EXPERT, auteur : CALVET Nicolas
Dossier n° DO-2024-07-15046 du 16/07/2024
Adresse du bien : HIHL Site de BELLAC
Bâtiment 2 - Service de radiologie
4 Avenue Charles de Gaulle 87300 BELLAC

7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Copie des rapports d'essais :



Eurofins Analyses Pour Le Batiment Sud-Ouest SAS

AB DIAG EXPERT

Monsieur Nicolas CALVET

61 Allée de Faugeras

87100 LIMOGES

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-24-KC-083969-01 Date d'émission de rapport : 15/07/2024 23:57 Page1/3
 Dossier N° : 24K023047 Date de réception : 11/07/2024 Date d'analyse : 12/07/2024
 Référence dossier Client:HIHL Site de BELLAC Batiment 2 - Service de radiologie 4 Avenue Charles de Gaulle 87300
 BELLAC
 Dossier: DO-2024-07-15046

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	PR001 - 5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols - Lino + colle + ragréage - Lino + colle + ragréage - Salle de repos	Matériau semi-dur de type dalle de sol (vert) ; matériau de type colle (gris) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris) (granulaire)(i)	MET * / EU83	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
002	PR002 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Enduit + peinture mur - Enduit + peinture mur - Salle de repos	Matériau de type peinture (de différentes couleurs) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc)	MET * / EU83	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
003	PR003 - 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, prefabriquées) - Bandes calicot + peinture mur - Bandes calicot + peinture mur - Salle de repos	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (blanc) ; matériau souple fibreux de type papier, carton (marron) ; matériau semi-dur de type plâtre (blanc)	MET * / EU83	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *
		Matériau souple fibreux de type papier, carton	MOLP * / Z2J2	2 / 2 *	-	Fibres d'amiante non détectées *
004 (1)	PR004 - 4 - Plafonds et faux plafonds - Faux plafonds - Panneaux et plaques - Panneaux et plaques - Salle de repos	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur fibreux de type faux-plafonds (jaune)	MET * / EU83	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest

4 Chemin des Maures, CS 60134

33172 Gradignan, FRANCE

Tel: +33388916531; +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 795 147 487 00032 TVA FR43 795 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°

1- 5840

Portée disponible sur

www.cofrac.fr



Eurofins Analyses Pour Le Batiment Sud-Ouest SAS

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

N° de rapport d'analyse : AR-24-KC-083969-01 Date d'émission de rapport : 15/07/2024 23:57 Page 2/3
Dossier N° : 24K023047 Date de réception : 11/07/2024 Date d'analyse : 12/07/2024
Référence dossier Client: HHL Site de BELLAC Batiment 2 - Service de radiologie 4 Avenue Charles de Gaulle 87300
BELLAC
Dossier: DO-2024-07-15046

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
005 (2)	PR005 - 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds - Enduit + peinture plafond - Enduit + peinture plafond - Chambre claire	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur de type enduit (gris) (cimenteux)	MET * / EU83	1 / 2 *	Calcination attaque acide broyage mécanique (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées *

Observation(s) échantillon(s)

- (1) Des fibres minérales ont été détectées au sein de la couche/l'échantillon. Ces fibres susceptibles d'être inhalées (dont la largeur est inférieure à 3 micromètres), ont pu être différenciées de fibres d'amiante via les critères d'identification optique
- (2) Ce résultat a été confirmé par plusieurs prises d'essais concordantes.

Observation(s) couche(s)

- (1) Les différentes couches décrites de manière commune sont techniquement inséparables.

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-MOLP-WO24083) en vue d'une identification des fibres au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) selon le guide HSG 248 - annexe 2.

Traitement par une méthode interne (mode opératoire T-PM-WO22725) en vue d'une identification des fibres au Microscope Electronique à Transmission (MET) selon parties utiles de la norme NFX 43-050.

NB 1 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire effectue une analyse couche par couche de l'échantillon transmis par le demandeur.

Des composants décrits simultanément dans une même couche n'ont pas pu faire l'objet de prises d'essai séparées pour l'analyse.

NB 2 : "Fibres d'amiante non détectées au MOLP" s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables** inférieure à la limite de détection. ** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm)"; "Fibres d'amiante non détectées" au MET s'entend comme : "aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection."

NB 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0,1 % en masse.

NB 4 : Le présent rapport ne mentionne que les analyses conclusives. Toutefois, conformément à son offre et à l'arrêté du 1er octobre 2019, le laboratoire met en œuvre les deux techniques MOLP et META sur tous les échantillons massifs. La mention sur le rapport d'une technique d'analyse par MET indique que les échantillons ont été traités selon l'annexe 2 du guide HSG 248 (MOLP) mais sans aboutir à un résultat conclusif.

NB 5 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JOFR n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10).

NB 6 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest

4 Chemin des Maures, CS 60134

33172 Gradignan, FRANCE

Tél: +33388916531: +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 796 147 487 00032 TVA FR43 796 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5840
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



**Eurofins Analyses Pour Le Batiment Sud-Ouest SAS****RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX**

N° de rapport d'analyse : AR-24-KC-083969-01 Date d'émission de rapport : 15/07/2024 23:57 Page3/3
Dossier N° : 24K023047 Date de réception : 11/07/2024 Date d'analyse : 12/07/2024
Référence dossier Client:HIHL Site de BELLAC Batiment 2 - Service de radiologie 4 Avenue Charles de Gaulle 87300
BELLAC
Dossier: DO-2024-07-15046



Nathan Pouquette
Technicien Analyste Microscopie

Tous les éléments de traçabilité sont disponibles sur demande. La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Les résultats du présent rapport s'appliquent aux objets tels qu'ils ont été reçus et ne concernent que les objets soumis à l'essai. Seules certaines prestations rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation. Elles sont identifiées par le symbole *.

Eurofins Analyses pour le Bâtiment Sud-Ouest

4 Chemin des Maures, CS 60134

33172 Gradignan, FRANCE

Tél: +33388916531: +33 (0) 5 57 96 41 20 - Fax: +33388916531 - Site Web: <https://www.eurofins.fr/amiante/analyses/>

S.A.S. au capital de 961 600 € RCS Bordeaux SIRET 796 147 487 00032 TVA FR43 796 147 487 APE 7120B

ACCREDITATION N°
1- 5840
Portée disponible sur
www.cofrac.fr



7.3 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement

notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

7.4 - Annexe - Autres documents**ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE**

Nous soussignés:

MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL
52-54 Leadenhall Street, LONDON EC3A 2BJ

Agissant en qualité d'Agence de souscription, certifions que la Responsabilité Civile Professionnelle du souscripteur

AB DIAG EXPERT
61 Allée de Faugeras – 87100 LIMOGES - France

est garanti par **Lloyd's Insurance Company S.A.** tel que stipulé dans la police référencée ci-après :

n° **ARP0317**

La garantie souscrite est la Responsabilité Civile Professionnelle, à effet du **1^{er} janvier 2024** jusqu'au **31 décembre 2024**.

La limite de garantie en Responsabilité Civile Professionnelle est de 1 000 000 Euros par année d'assurance, avec une franchise de 10 000 Euros par sinistre.

Les activités couvertes par la police sus-référencée

1. **Stratégies d'échantillonnage, prélèvement et mesure en laboratoire des niveaux d'empoissièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis et au poste de travail,**
2. **Repérage amiante avant travaux et démolition, diagnostic amiante avant-vente, rédaction du dossier technique amiante (DTA) et contrôle périodique amiante, DAPP (Diagnostic Amiante Parties Privatives) et examen visuel,**
3. **Repérage plomb avant travaux et démolition, diagnostic du risque d'intoxication par le plomb (DRIP) et réalisation du constat des risques d'exposition au plomb (CREP),**
4. **Diagnostic technique immobilier réglementé :**
 - **Diagnostic de performance énergétique - Audit énergétique réglementaire.**
 - **Diagnostic termites – Etats parasitaires,**
 - **Diagnostic mэрule,**
 - **Contrôle des installations de gaz,**
 - **Contrôle des installations électriques,**
 - **Etat des risques naturels minier et technologiques,**
 - **Diagnostic radon,**
 - **Diagnostic légionellose,**
 - **Diagnostic monoxyde de carbone,**
 - **Pollution de sols,**
 - **Etat de conformité des piscines,**
 - **Loi carrez,**
 - **Diagnostic métrage habitable Loi Boutin,**
 - **Prêts conventionnés – prêts à taux zéro – normes d'habitabilité,**
 - **Etat des lieux locatifs,**

Coverholder at **LLOYDS**

MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL - UK Branch
52-54 Leadenhall Street, London, EC3A 2BJ
Tel. +44 (0) 20 3906 6200
www.mithras-europe.eu

MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL
Broekstraat/Rue du Marais 49-53, b6
1000 Brussels
Tel. + 32 2 445 53 20

Company No. – 0707.893.825
Authorised and Regulated by the Financial Services
and Markets Authority



- Diagnostic de la qualité de l'air intérieur dans les locaux d'habitation ou recevant du public,
- Diagnostic accessibilité,
- Réalisation de bilans thermiques par thermographie infrarouge.

5. Prélèvement d'air

La présente attestation est délivrée à la demande de l'Assuré, et ne peut engager les assureurs en dehors des conditions générales et particulières de la police à laquelle elle se réfère.

Cette attestation est valable que jusqu'au **31 décembre 2024**.

FAIT POUR VALOIR CE QUE DE DROIT
à Londres, le 02 janvier 2024.




ANTOINE
ALRIVIE
2024.01.02
16:43:55 Z

Coverholder at **LLOYDS**



MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL - UK Branch
52-54 Leadenhall Street, London, EC3A 2BJ
Tel. +44 (0) 20 3906 6200
www.mithras-europe.eu

MITHRAS UNDERWRITING EUROPE SRL
Broekstraat/Rue du Marais 49-53, b6
1000 Brussels
Tel. + 32 2 445 53 20

Company No. - 0707.893.825
Authorised and Regulated by the Financial Services
and Markets Authority



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI3413 Version 007

Je soussigné, Etienne LAMY, Directeur Opérationnel d'I.Cert, atteste que :

Monsieur CALVET Nicolas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans) - CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

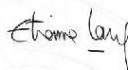
Amiante avec mention	Amiante Avec Mention (1) Date d'effet : 17/04/2020 - Date d'expiration : 16/04/2027
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention (1) Date d'effet : 17/04/2020 - Date d'expiration : 16/04/2027
DPE tout type de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique avec mention : DPE tout type de bâtiment (2) Date d'effet : 14/03/2022 - Date d'expiration : 13/03/2029
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel (2) Date d'effet : 14/03/2022 - Date d'expiration : 13/03/2029
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique (1) Date d'effet : 29/06/2020 - Date d'expiration : 28/06/2027
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz (1) Date d'effet : 29/06/2020 - Date d'expiration : 28/06/2027
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb (3) Date d'effet : 18/12/2019 - Date d'expiration : 17/12/2024

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Ce certificat n'implique qu'une présomption de certification. Sa validité peut être vérifiée à l'adresse

<https://www.icert.fr/liste-des-certifies/>

Valide à partir du 01/07/2024.



(1) Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
(2) Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 26 décembre 2022 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification
(3) Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

I.Cert - Parc d'Affaires, Espace Performance - Bât K
35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev19

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible